

## AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DE L'UHA



Université de Haute-Alsace  
2, rue des Frères Lumière  
68093 Mulhouse Cedex

Tél. 03 89 33 63 49 – mail : [marches@uha.fr](mailto:marches@uha.fr)

**CAHIER DES CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES APPLICABLES A  
L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC DE  
L'UNIVERSITE DE HAUTE-ALSACE POUR L'IMPLANTATION DE DISTRIBUTEURS  
DE BOISSONS CHAUDES, DE BOISSONS FROIDES ET DE CONFISERIES / SNACKS.**

**Date et heure de limite des offres :**

**Le 05 Juin à 12h00**

**Autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'Université de Haute-Alsace conclue entre :**

**L'Université de Haute-Alsace**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, SIRET n°196 811 665 000 13, représentée par Monsieur Pierre-Alain MULLER, Président,

Ci-après désignée par « l'UHA »

D'une part,

**Et :**

**L'Occupant** (rubrique à compléter par le candidat) :

Dénomination sociale :

Adresse :

Tél :

Courriel :

Raison sociale :

Numéro d'identification SIRET :

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) :

N° TVA intracommunautaire :

Nom et qualité de la personne habilitée à engager la société :

Vu le Code de l'éducation et notamment son livre VII,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et les principes régissant le domaine public, et notamment ses articles L 2111-1 et L 2121-1.

**Considérant,**

Que l'Occupant sollicite l'UHA en vue d'utiliser les locaux de cette dernière pour l'implantation de distributeurs de boissons et/ou de produits alimentaires,

Que lesdits locaux appartiennent à l'Etat, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, et sont affecté à l'UHA, qui exerce à leur égard les droits et obligations du propriétaire tels que définis par le code civil,

Que l'objet de cette convention peut être rattaché aux missions de l'Université,

Que l'UHA consent à la mise à disposition des locaux sollicités par l'occupant, selon les modalités et conditions définies ci-après.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC</b>	<b>P. 4</b>
<b>ARTICLE 2 : NATURE ET FORMALISATION DU CONTRAT</b>	<b>P. 5</b>
<b>ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT</b>	<b>P. 5</b>
<b>ARTICLE 4 : DESIGNATION DES ESPACES ET ELEMENTS A LA CHARGE DE L'OCCUPANT</b>	<b>P. 6-7</b>
<b>ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>P. 7-10</b>
<b>ARTICLE 6 : TARIFS DES PRESTATIONS, EVOLUTIONS TARIFAIRES ET REDEVANCE</b>	<b>P. 11-12</b>
<b>ARTICLE 7 : STATISTIQUES</b>	<b>P. 12</b>
<b>ARTICLE 8 : PERIODE D'EXPLOITATION DU SERVICE</b>	<b>P. 13</b>
<b>ARTICLE 9 : CARACTERISTIQUES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>	<b>P. 13-14</b>
<b>ARTICLE 10 : CONDITIONS D'INSTALLATION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>	<b>P. 14-15</b>
<b>ARTICLE 11 : MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>	<b>P. 15</b>
<b>ARTICLE 12: GESTION DES APPROVISIONNEMENTS</b>	<b>P. 16</b>
<b>ARTICLE 13 : DEVELOPPEMENT DURABLE – PLAN VERT UHA : VARIANTE OBLIGATOIRE</b>	<b>P. 16-17</b>
<b>ARTICLE 14: RESPECT DES NORMES D'HYGIENE ET DE SECURITE</b>	<b>P. 17</b>
<b>ARTICLE 15: OBLIGATIONS DE L'UHA</b>	<b>P. 17-18</b>
<b>ARTICLE 16 : PLAN DE PROGRES</b>	<b>P.18</b>
<b>ARTICLE 17 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES</b>	<b>P. 18-19</b>
<b>ARTICLE 18 : PENALITES</b>	<b>P. 19-20</b>
<b>ARTICLE 19 : CAS DE RESILIATION ET FIN DE CONTRAT</b>	<b>P. 20-21</b>

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

<b>ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC (AOT)</b>
--

**Contexte :**

L'Université de Haute-Alsace (UHA) est une université pluridisciplinaire dont les bâtiments sont répartis sur 5 campus, 2 à Colmar et 3 à Mulhouse.

En 2024, elle comptait 10 224 étudiants et près de 1000 personnels administratifs et enseignants, auxquels s'ajoutent des visiteurs de passage (partenaires extérieurs, futurs étudiants, locations de salles, etc...).

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions de mise à disposition des espaces désignés à l'annexe 1 à l'Occupant en vue de la fourniture, de l'exploitation, l'entretien et de l'approvisionnement de distributeurs automatiques de boissons et denrées alimentaires pour ses différents sites (annexe 1).

**Environnement concurrentiel :**

L'exploitation de distributeurs au sein des Universités est un secteur ouvert à la concurrence. Néanmoins, l'exploitation des restaurants universitaires gérés par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS), établissement public, constituent un monopole du fait de leur mission de service public administratif. A ce titre, le CROUS exploite les restaurants universitaires basés sur les différents campus de l'UHA, ainsi que des distributeurs automatiques sur les campus Collines et Fonderie.

**Allotissement :**

Le présent contrat n'est pas alloti, le prestataire retenu assurera la prestation pour l'ensemble des sites de l'Université visés à l'annexe 1.

**Exclusions :**

Les prestations suivantes sont exclues du présent contrat : les fontaines à eau en bonbonnes et sur réseau.

**Offre diversifiée :**

Le prestataire retenu s'engage à offrir des distributeurs automatiques adaptés à chaque lieu, l'objectif étant de disposer d'offrir une réponse adaptée aux différentes configurations présentes au sein de l'Université. Le prestataire veillera à conserver une certaine harmonie dans sa proposition.

**Parc distributeurs :**

L'Université compte à ce jour 45 distributeurs répartis sur ses différents sites. L'annexe 1 détaille les besoins de l'Université dans le cadre de ce nouveau contrat, soit 44 distributeurs souhaités.

L'annexe 1 détaille également les délais de mise en place des nouveaux distributeurs (Août 2025). Le nombre de distributeurs est susceptible d'évoluer en fonction de l'offre retenue.

Les composantes et services de l'UHA sont libres de modifier à la baisse le nombre de distributeurs installés. Si l'UHA souhaite installer de nouveaux distributeurs, elle discutera avec l'Occupant des possibilités offertes en fonction de la rentabilité de l'emplacement.

De plus, l'implantation, la disposition et la typologie des distributeurs sont susceptibles d'évoluer en fonction des besoins de l'Université.

<b>ARTICLE 2 : NATURE ET FORMALISATION DU CONTRAT</b>
---

**Article 2.1. Nature du contrat :**

La mise à disposition, objet de la présente convention, relève du régime des autorisations temporaires d'occupation du domaine public, telle que prévue par le code général de la propriété des personnes publiques.

Elle présente un caractère temporaire et révocable.

Elle est accordée à l'Occupant à titre strictement personnel et ne peut être cédée. De même toute sous-location partielle ou totale est interdite (n'entre pas dans ce cadre une sous-traitance éventuelle pour la gestion des déchets, qui devra faire l'objet d'une convention tripartite).

Elle emporte occupation du domaine public et vaut autorisation d'occupation de ce domaine pour toute sa durée.

L'occupation ne confère aucun droit réel à l'Occupant et échappe aux dispositions des articles L. 2122-6 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques. En conséquence, l'Occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

L'Occupant prend les lieux, dans l'état où ils se trouvent, sans aucun recours possible contre le concédant.

L'Occupant agit de manière autonome. Il assure le fonctionnement, la gestion et la responsabilité de l'activité à ses frais et à ses risques et périls.

**Article 2.2. Formalisation du contrat :**

La commande des distributeurs automatiques sera formalisée par l'émission d'un ordre de service adressé au prestataire retenu, conformément au modèle annexé au présent contrat (cf. annexe 5 « modèle d'ordre de service ») et par l'envoi du « calendrier prévisionnel d'implantation » (annexe 6) dûment renseigné

Tout changement de gérant non autorisé préalablement par l'UHA entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

<b>ARTICLE 3 : DUREE DU CONTRAT</b>
-------------------------------------

Le présent contrat prend effet à compter de la date de notification du premier ordre de service, qui sera émis selon le « calendrier prévisionnel d'implantation » joint en annexe6.

Le présent contrat est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date d'échéance de la précédente AOT, ou de la date d'implantation du premier distributeur si celle-ci est postérieure.

Date prévisionnel de notification du contrat : **Juillet 2025.**

Date prévisionnel d'échéance de la précédente AOT : **19 Août 2025.**

<b>ARTICLE 4 : DESIGNATION DES ESPACES ET ELEMENTS A LA CHARGE DE L'OCCUPANT</b>
--

**Article 4.1. Etat des lieux :**

Un état des lieux est dressé contradictoirement entre l'UHA (par le correspondant désigné par composante / service) et l'Occupant, lors de l'entrée en jouissance des lieux et au terme du présent contrat.

**Article 4.2. Branchements et travaux d'aménagement**

- **Branchements**

L'Université met à disposition de l'Occupant les fluides nécessaires au fonctionnement des équipements (eau, électricité).

Il appartient à l'Occupant de raccorder ses équipements sur les réseaux existants. Une visite préalable à l'installation des distributeurs automatiques déterminera si des aménagements supplémentaires sont nécessaires (ex. : pose de circuits et prises électriques, réseaux de distributions d'eau et vannes). Le cas échéant, l'Occupant informera l'Université des branchements complémentaires à effectuer. L'Occupant n'est pas autorisé à procéder à quelques travaux que ce soit ; l'Université se chargera des éventuels travaux supplémentaires pour permettre l'installation des distributeurs aux emplacements prévus.

L'Occupant est responsable des dégâts que pourraient entraîner ses équipements sur les bâtiments de l'Université (fuite d'eau, incendie, par exemple). En cas de constatation de dysfonctionnement pouvant mettre en péril les installations de l'Université, l'appareil incriminé pourra être mis hors service sans délai par le service technique de l'Université.

- **Travaux effectués par l'UHA**

L'Université pourra être amenée à effectuer des travaux dans ses locaux, y compris dans les lieux où se situent des distributeurs automatiques. Autant que possible, ces travaux ne gêneront pas l'exploitation de l'Occupant. Néanmoins, et sous réserve des dispositions prévues à l'article 15 du présent document, à aucun moment l'Occupant ne pourra réclamer à l'UHA une indemnité pour les dommages, quelle qu'en soit la nature, qui pourrait résulter des travaux entrepris par ses services ou pour son compte.

**Article 4.3. Régime des biens**

Les distributeurs sont considérés comme biens propres de l'Occupant. Ils demeurent propriété de ce dernier.

**Article 4.4. Dispositions diverses liées à l'organisation**

L'Occupant prend, notamment, à sa charge et à ses frais :

- La fourniture et l'installation des matériels / distributeurs automatiques ;
- L'ensemble des réparations, des opérations de maintenance (préventive et curative) et interventions en cas de dysfonctionnement portant sur les distributeurs automatiques lui appartenant ;
- L'entretien et le nettoyage complet des machines ;
- L'approvisionnement quantitatif et qualitatif, continu et régulier, en produits, des distributeurs automatiques ;
- Le réglage, le paramétrage et la configuration des distributeurs automatiques ainsi que des systèmes de paiement ;

- Le remplacement de distributeurs automatiques en cas de pannes importantes ou répétées.

L'Occupant prend à sa charge l'ensemble des frais, taxes et charges fiscales découlant de l'installation et du fonctionnement des appareils de distributions automatiques.

<b>ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXPLOITATION</b>
--

**Article 5.1. Conditions générales d'exploitation**

L'exploitation des distributeurs de boissons et de produits alimentaires s'opère suivant les périodes et modalités d'ouverture des locaux régis par l'UHA, en veillant au respect de la tranquillité du personnel de l'Université et de ses étudiants.

Afin de faciliter les relations avec l'occupant, un correspondant par composante / service sera désigné par l'UHA.

Il s'engage à respecter, en toute circonstance, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'à l'activité autorisée.

Il devra disposer en permanence de toutes les autorisations administratives nécessaires et en justifier lors de toute demande, notamment il fera son affaire personnelle des démarches visant à obtenir la licence de première catégorie dite « licence de boissons sans alcool ». Si ces autorisations, ou même une seule d'entre elles, lui étaient refusées ou venaient à lui être retirées, pour quelque raison que ce soit, le contrat serait résilié de plein droit sans que cela puisse lui donner droit ni lieu à aucune indemnité, ni à aucun recours contre l'UHA.

Il s'interdit toute publicité sur les distributeurs.

Toute modification d'ordre esthétique ou fonctionnel qui pourrait être ultérieurement apportée aux distributeurs devra recevoir préalablement l'accord écrit de l'UHA. De même, l'Occupant est tenu de respecter les souhaits de chaque bâtiment en termes de distributeurs (ex : pas de confiseries dans certains bâtiments).

Enfin, l'UHA se réserve la possibilité de discuter avec le prestataire des possibilités d'habillage spécifique des distributeurs sur certains emplacements.

**Article 5.2. Conditions spécifiques d'exploitation**

- **Accès des personnels**

L'entrée du personnel de l'exploitant dans les locaux de l'UHA, se fera conformément aux règles de sécurité imposées par le règlement intérieur du lieu d'implantation.

Les jours et horaires de livraison s'effectueront en tenant compte des contraintes de fonctionnement du service au sein duquel sont installés les distributeurs.

Dès le début de la mise en place du présent contrat et durant toute sa durée, l'UHA souhaite disposer d'une liste nominative des personnes en charge de l'approvisionnement, du nettoyage et de la maintenance des appareils, etc.

Ces agents devront être en mesure de justifier leur appartenance à la société de l'Occupant sur simple demande de l'Université (ex : présentation d'un badge, carte professionnelle...). En cas de non-respect des règles précitées, l'accès aux locaux de l'Université pourra leur être refusé.

- **Accès des véhicules de livraison**

Les livraisons s'opèrent impérativement pendant les heures d'ouverture au public.

Les livreurs seront placés sous la responsabilité de l'occupant pendant toute la durée de leur présence dans les locaux.

Le respect des règles de sécurité (vitesse, règles de circulation, etc.) devra scrupuleusement être respecté par le prestataire. En cas d'anomalie constatée par l'UHA sur l'un de ses sites, et remontée au prestataire, ce dernier devra prendre les mesures nécessaires auprès de son chauffeur.

### **Article 5.3. Périmètre**

En aucun cas, il ne sera accepté d'extension ou d'installation à l'initiative de l'occupant en dehors des emplacements réservés. Tout ajout, modification ou retrait de distributeur, devra être argumenté et recevoir au préalable l'accord écrit de l'Université.

### **Article 5.4. Dispositifs anti-vandalisme**

Avec l'autorisation de l'UHA, l'occupant peut mettre en place des systèmes de protection des appareils. Ceux-ci ne doivent en aucun cas entraîner un surcoût des consommations, ni gêner l'usage des appareils ou défigurer les lieux.

### **Article 5.5. Usagers du service**

La clientèle sera principalement la suivante :

- Étudiants et futurs étudiants de l'UHA ;
- Personnel de l'UHA ;
- Personnes se déplaçant sur le site de l'UHA pour tout motif (colloques, séminaires, formations, partenaires, etc.).

L'occupant a l'interdiction d'attirer une clientèle extérieure, notamment par des publicités dans la presse locale.

### **Article 5.6. Description de l'offre pouvant être proposée dans les distributeurs**

#### **A. Catégories de distributeurs automatiques**

Les différents types de distributeurs implantés sur les sites de l'UHA sont les suivants :

- Distributeurs automatiques de boissons chaudes ;
- Distributeurs de boissons fraîches (canettes 33 cl., bouteilles 50cl, etc.) ;
- Distributeurs de boissons fraîches et confiseries / snacks, etc. ;
- Distributeurs de boissons fraîches, confiseries / snacks, sandwiches, etc.

Le prestataire pourra proposer d'autres types de distributeurs dans son offre (en particulier des distributeurs proposant différents types de produits).

La validation de choix des distributeurs se fera par l'Université au moment de la mise au point du contrat avec le prestataire retenu.



## B. Offres de boissons

### ➤ **Boissons chaudes**

L'Occupant proposera pour chaque lieu d'implantation, le détail des boissons chaudes qu'il souhaite mettre à disposition dans ses distributeurs (cf. annexe 2 « proposition distributeurs candidat »). Ce choix pourra être adapté par lieu d'implantation.

Avant notification du contrat, et dans le cadre de la négociation, l'Université se réserve le droit de rediscuter de ces propositions avec l'Occupant.

Les produits suivants pourront-être proposés :

- Café court, café long, cappuccino, café gourmand (vanille, noisette, etc...), espresso, thé, tisane, chocolat chaud, décaféiné court, décaféiné long, potage, etc...

Les produits issus du commerce équitable et de l'agriculture biologique sont les bienvenus.

### ➤ **Boissons froides**

Les distributeurs doivent offrir un large choix des principales marques de boissons (en canettes, ou bouteilles).

A titre d'information, sont actuellement proposés les produits suivants :

- Eaux plates, eaux gazeuses, sodas et sodas light, jus de fruits.

La présence de bouteilles d'eaux plates et gazeuses est exigée dans chaque distributeur de boissons froides de façon permanente.

**Les ventes d'alcools ou au CBD et de boissons énergisantes sont interdites.**

### ➤ **Offre alimentaire**

Les produits suivants pourront être proposés dans les distributeurs de confiseries :

- Confiseries au chocolat, gâteaux, épicerie salée, compotes, yaourts, salade de fruits, etc...

**Sandwichs** : le distributeur situé dans le bâtiment IUT au Biopôle à Colmar proposera obligatoirement une offre en sandwichs. En effet, ce site est éloigné des autres campus et il y a peu d'offres de restauration aux alentours. Les autres distributeurs placés à l'Université ne sont pas habilités à proposer des sandwichs.

**Les produits de produits contenant du CBD sont interdits.**

L'UHA se réserve le droit de demander le retrait de certains produits des distributeurs sans que l'Occupant puisse y faire opposition.

## **Article 5.7. Qualité nutritionnelle**

L'UHA porte une attention particulière à la qualité nutritionnelle et diététique des produits proposés à la consommation de ses usagers et souhaite ainsi offrir aux étudiants, personnels et visiteurs, la possibilité d'acheter des produits sains et équilibrés.

De ce fait, l'Occupant s'engage à :

- Proposer des produits de « **gamme diététique** » dans chacun des distributeurs de confiseries en place ;
- Configurer « sans sucre » les distributeurs de boissons chaudes, l'ajout de sucre étant au choix du consommateur (si impossible, joindre la fiche technique du distributeur mentionnant cette impossibilité) ;

- Proposer au minimum 5 sélections de produits dédiés à l'eau plate et l'eau gazeuse par distributeur.

**Article 5.8. Sécurité informatique en cas de télémetrie et modes de paiement dématérialisés**

Si l'Occupant utilise un système de télémetrie pour la maintenance de ses appareils et pour tous les protocoles de paiements proposés, il devra respecter les prescriptions détaillées ci-après.

- A titre principal : prévoir la transmission des données par l'intermédiaire de **modules GPRS** ;
- A titre secondaire : utiliser les prises de type RJ45, si elles sont déjà prévues et situées à proximité des distributeurs existants. L'ajout ultérieur de prises pourra être discuté dans le cadre du plan de progrès.

**Sécurité informatique**

Les systèmes sont installés sur des réseaux dédiés totalement isolés d'internet. Les opérations de télémaintenance ne seront autorisées qu'après demande explicite. Ces opérations ne seront autorisées que depuis des adresses IPs clairement identifiées et préalablement fixées. Les procédures de demande et de définition des accès seront communiquées à l'Occupant.

Il est de la responsabilité de l'Occupant d'assurer la sécurité de sa plateforme d'intervention à distance (données et logiciels).

L'Occupant doit avoir une politique anti-virus et de mise à jour des correctifs de sécurité appliquée sur les postes de télémaintenance.

Il est de la responsabilité de l'Occupant de restreindre les accès physiques et logiques de ses postes aux seules personnes autorisées (par sensibilisation et mise à disposition de moyens de sécurité adéquats).

Il est de la responsabilité de l'Occupant de connaître en toutes circonstances l'identité de toute personne qui se connecte ou s'est connecté sur la plateforme de télémaintenance et d'en assurer la traçabilité (cette traçabilité pourra être communiquée sur demande de l'établissement).

L'Occupant s'engage sur la sécurité de la prestation, son représentant légal devra s'engager à respecter la confidentialité des données et informer ses personnels que tous les accès et actions seront tracés.

Les données à caractère personnel ou technique de l'établissement (configuration des équipements) exploitées par les équipes de support chez l'Occupant ne doivent pas être divulguées (une protection adaptée doit être réalisée).

Il est de la responsabilité de l'Occupant de veiller à ce que toutes les informations résiduelles inutiles à l'issue d'une intervention soient supprimées.

L'Occupant s'engage à effectuer des tests de robustesse et de non-régression à chaque évolution du matériel ou du logiciel. Les impacts d'une défaillance qui serait néanmoins constatée seraient de la responsabilité de l'Occupant, la correction et la prise en charge des impacts à sa charge.

<b>ARTICLE 6 : TARIFS DES PRESTATIONS, EVOLUTIONS TARIFAIRES ET REDEVANCE</b>
---

**Article 6.1. Tarifs des prestations**

L'UHA souhaite offrir des conditions d'achat de boissons et denrées alimentaires homogènes. Les prix devront être accessibles pour ses étudiants.

L'Occupant se rémunère directement auprès des usagers du service.

**A. Prix des boissons**

Pour les boissons, les prix **maximums** T.T.C. par type de produit sont définis dans le « Bordereau de Prix Unitaires – offre de base » annexé au présent contrat (cf. annexe 3). Le prestataire devra donc proposer des prix inférieurs ou égaux à ces prix maximums.

Ces prix maximums ne concernent que l'offre de base. Pour les options à la demande de l'Université (cf. article 13), le prestataire complètera les parties identifiées dans le « Bordereau de Prix Unitaires ».

**B. Prix des denrées alimentaires**

Pour les denrées alimentaires, les prix **maximums** T.T.C. par type de produit sont définis dans le « Bordereau de Prix Unitaires – offre de base » annexé au présent contrat (cf. annexe 3). Le prestataire devra donc proposer des prix inférieurs ou égaux à ces prix maximums.

**C. Dispositions applicables à tous les prix**

La tarification de l'ensemble des produits proposés est celle détaillée par l'Occupant dans les Bordereaux de Prix (cf. annexes 3).

L'Occupant a l'obligation d'afficher continuellement les prix des produits proposés. Tous les prix de vente sont affichés en TTC.

L'UHA pourra procéder à des contrôles inopinés des prix pratiqués. Le non-respect des prix pourra être un motif de résiliation pour faute du contrat.

**Article 6.2. Révision des tarifs**

Les prix sont réputés fermes la première année du contrat. Toute évolution tarifaire doit être soumise à la validation préalable écrite de l'UHA.

Ainsi, au minimum deux mois avant la date anniversaire du contrat, l'Occupant pourra envoyer une demande de révision tarifaire à l'Université.

L'Occupant joindra à son courrier toute pièce justificative motivant sa demande de révision, s'appuyant notamment sur des indices nationaux d'évolution de prix (ex : INSEE, syndicats professionnels, etc...). La révision peut être effectuée à la hausse comme à la baisse.

Si cette demande est acceptée, elle donnera lieu à la rédaction d'un avenant.

**Article 6.3. Clause de sauvegarde**

Néanmoins, l'actualisation des prix des produits par l'Occupant ne pourra en aucun cas conduire à une augmentation des prix H.T. supérieure à 15% sur la durée de l'AOT. Dans l'hypothèse où l'actualisation des prix des produits conduirait à dépasser ce niveau de sauvegarde, l'UHA pourra décider de résilier le contrat, sans que l'Occupant ne puisse prétendre à une indemnisation.

**Article 6.4. Evolution de la TVA**

Les produits proposés dans les distributeurs seront taxés au(x) taux de TVA en vigueur. En cas de changement du ou des taux de TVA applicable(s) en cours d'exécution du contrat, l'Université devra en être informée sans délai par l'Occupant.

L'éventuelle mise à jour des tarifs avec le(s) nouveau(x) taux de TVA donnera lieu à la rédaction d'un avenant.

**Article 6.5. Redevance d'exploitation**

En contrepartie de l'autorisation du domaine public octroyée par l'UHA, et conformément aux dispositions des articles L 2125-1 à L 2125-6 du code général des propriétés des personnes publiques, l'Occupant s'engage à verser à l'UHA une redevance sur le chiffre d'affaires hors taxes, calculée par trimestre civil et par distributeur. Ce taux de redevance peut différer selon le type d'appareil et correspond à la part du CA HT en pourcentage renseigné par le prestataire en annexe 3

Cette redevance sera versée chaque année, à la date anniversaire du contrat définie à l'article 3, à l'Agent comptable de l'UHA ; elle sera justifiée par un document comptable attesté par l'occupant.

L'UHA se réserve la possibilité de mettre en œuvre tous les moyens légaux permettant de s'assurer du montant de l'assiette de la redevance.

A chaque date anniversaire du contrat et à réception des statistiques demandées à l'article 7, un point sera effectué sur la rentabilité des distributeurs.

Pour tout distributeur dont le chiffre d'affaires annuel HT est inférieur au seuil de rentabilité défini par le prestataire en annexe 3 (inférieur ou égal à 1000 euros H.T.), et si l'Université décide de le maintenir, il est décidé ce qui suit :

- La redevance sur le chiffre d'affaires H.T. due en fin d'année est annulée et remplacée par une redevance fixe annuelle de 100 euros H.T. par appareil concerné.
- Cette condition s'annule en fin d'année suivante si le distributeur est à nouveau rentable (au regard du seuil de rentabilité défini en annexe 3).

<b>ARTICLE 7 : STATISTIQUES</b>
---------------------------------

Chaque année, l'Occupant enverra à l'UHA les statistiques détaillées suivantes :

- Le chiffre d'affaires réalisé par bâtiment et par type de machine ;
- Le nombre de consommations journalières par bâtiment et par distributeur ;
- La synthèse des redevances versées par bâtiment ;
- Le détail des consommations par distributeur ;
- Des indicateurs de suivi qualitatifs.

Les statistiques seront envoyées à l'adresse suivante : [marches@uha.fr](mailto:marches@uha.fr)

Lors de la dernière année d'exécution du contrat, les statistiques seront également envoyées en fin du premier semestre.

<b>ARTICLE 8 : PERIODE D'EXPLOITATION DU SERVICE</b>
--

L'Université fonctionne selon un calendrier universitaire (présence des étudiants de septembre à début juillet).

L'exploitation des distributeurs automatiques s'opère suivant les périodes et modalités d'ouverture des locaux. L'Occupant doit s'adapter aux variations du volume d'utilisateurs.

L'Université ferme trois (3) semaines en été et 7 à 15 jours en fin d'année civile. L'Occupant sera prévenu des dates de fermeture décidées tous les ans.

Dans un contexte d'économie d'énergie et de la certification ISO 5001 de l'UHA, pendant ces périodes de fermeture, il est demandé à l'occupant de prendre les mesures nécessaires pour désactiver les distributeurs et les rendre à nouveau opérationnel dès réouverture des locaux.

<b>ARTICLE 9 : CARACTERISTIQUES DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>
--

**Article 9.1. Caractéristiques minimales requises**

Les distributeurs implantés dans les locaux de l'Université répondront au minimum aux caractéristiques suivantes :

- Le marquage CE ;
- Des matériels neufs, d'occasions ou reconditionnés, en parfait état de fonctionnement et en bon état général sur le plan esthétique ;
- Des matériels possédant au minimum un niveau de classe A en performance énergétique ;
- Selon les lieux d'implantation, des appareils pouvant être renforcés, blindés ou équipé de dispositifs anti—vandalisme, tout en étant esthétiques ;
- Pour les distributeurs automatiques de boissons chaudes, un détecteur de tasse devra être présent sur tous les distributeurs du parc ; de plus, la promotion de cette fonctionnalité (affichage) sur les distributeurs est souhaitée ;
- D'un filtre adoucisseur permettant d'absorber les particules indésirables pour les distributeurs de boissons chaudes ;
- Chaque distributeur de boissons chaudes doit posséder un dispositif d'auto nettoyage et de rinçage des circuits des liquides qui s'active au minimum chaque jour ;
- Etre accessibles aux personnes à mobilité réduite ;
- Encombrement le plus réduit possible.
- Pose de bac de rétention d'eau pour protéger les lieux d'implantation équipés de parquet.

**Article 9.2. Environnement de l'appareil**

L'Occupant s'engage à ce que ses distributeurs ne gênent pas le fonctionnement du service public universitaire en évitant notamment toute nuisance sonore et olfactives.

Par ailleurs, l'Occupant s'assurera de la mise en sécurité des produits et des distributeurs implantés sur le site, l'UHA entendant être déchargée de toute responsabilité concernant d'éventuels vols ou dégradations qui pourraient survenir sur les appareils.

### **Article 9.3. Mode de paiement**

L'annexe 1 indique les modes de paiement souhaités pour chaque distributeur, en fonction des bâtiments dans lesquels ils se trouvent (bâtiment administratif, d'enseignement, etc...).

De ce fait, les distributeurs automatiques devront tous être équipés :

- D'un système permettant de payer avec la carte Izly (support monétique actuelle de la carte étudiante Pass Campus). L'Occupant engagera toutes les démarches nécessaires avec le CROUS dès notification du contrat. En cas d'évolution du support monétique de la carte Pass Campus, l'Occupant devra adapter son système de paiement.
- Des modes de paiement imposés et / ou souhaités par chaque composante / service, tels que décrits en annexe 1 et décrits ci-après. :
  - Système de paiement par carte bancaire (avec ou sans contact) ;
  - Monnaie ;
  - Paiement par smartphone.

<b>ARTICLE 10 : CONDITIONS D'INSTALLATION DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>
--

Sauf demande expresse de l'UHA, les distributeurs seront installés en lieu et place des anciens distributeurs.

Toutefois, le prestataire pourra émettre des suggestions d'emplacement dans son offre. Si ces dernières sont acceptées, elles seront validées lors de la notification du contrat.

### **Article 10.1. Sécurité incendie**

Les bâtiments de l'Université étant des Etablissements Recevant du Public, l'implantation des distributeurs devra respecter les conditions prévues par le règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique dans les Etablissements Recevant du Public (arrêté du 25 juin 1980), en particulier :

- Les distributeurs devront être installés de façon à ne pas gêner ou rétrécir les chemins de circulation (Art. AM 16 – arrêté du 25 juin 1980).

En cas de non-respect des règles précitées, l'Occupant devra s'engager à déplacer les équipements sur demande de l'Université dans un délai de 15 jours, faute de quoi l'Université pourra procéder au retrait des équipements aux frais et risques de l'Occupant.

### **Article 10.2. Régimes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite**

Les distributeurs devront être accessibles aux personnes à mobilités réduites. L'Occupant veillera à ce que les mêmes services puissent être proposés à tous les usagers sans discrimination.

Les prescriptions suivantes seront notamment respectées :

- La zone située devant le distributeur automatique doit permettre la rotation et la manœuvre d'un fauteuil roulant ; La hauteur des dispositifs de commande doit être conforme.

**Article 10.3. Intervention sur les équipements de l'UHA**

L'UHA est seule habilitée à intervenir sur les équipements et installations lui appartenant (raccordement eau, électricité, etc....).

En cas de dysfonctionnement portant sur ces éléments, l'Occupant devra en informer l'Université (le correspondant désigné du bâtiment concerné) dès constatation, afin qu'elle prenne les mesures nécessaires.

En cas d'interruption dans l'utilisation des distributeurs automatiques, les règles applicables en matière d'indemnités sont celles prévues à l'article 15 du présent contrat.

**Article 10.4. Installations des distributeurs automatiques**

L'Occupant devra installer ses machines à l'échéance des précédents contrats (cf. annexe 1), à compter du mois d'Août 2025. Il respectera le délai d'installation annoncé dans son offre.

Pour permettre une implantation efficiente des nouvelles machines, l'Occupant effectuera une visite de site avec les correspondants désignés de chaque bâtiment. Cette visite qui aura lieu dès notification du contrat, servira notamment à repérer les éventuels travaux nécessaires au branchement des distributeurs.

En cas de volonté de modifier l'implantation actuelle, l'Occupant devra recevoir l'autorisation écrite de l'Université au préalable.

Le retrait des anciennes machines et l'implantation des nouvelles s'effectuera en coordination entre le prestataire sortant et le nouveau prestataire. L'objectif sera d'éviter la rupture de service avec un départ non remplacé de machine ou la sur-occupation des lieux avec la cohabitation des anciennes et nouvelles machines sur un même site.

L'Université assurera la bonne gestion de cette période transitoire.

<b>ARTICLE 11 : MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES</b>
---

L'Occupant assurera la maintenance des distributeurs dans le respect des engagements décrits dans son offre et notamment dans le « cadre de mémoire technique » remis à l'appui de l'offre.

Sur chaque distributeur les informations suivantes devront apparaître clairement :

- Le numéro d'appel en cas de panne / dysfonctionnement quelconque ;
- Le numéro de référencement de chaque appareil ;
- Sa date d'installation.

Afin d'assurer un service continu, l'Occupant veillera à limiter les durées d'indisponibilité d'un distributeur défectueux.

En cas de pannes importantes ou répétées, il procédera au remplacement du distributeur défectueux par un distributeur équivalent.

Dans le cas où les distributeurs présenteraient un aspect esthétique dégradé, le prestataire s'engage à les remplacer dans le délai indiqué dans son offre.

**ARTICLE 12 : GESTION DES APPROVISIONNEMENTS**

L'Occupant met en œuvre les moyens nécessaires pour éviter au maximum les ruptures. Pour ce faire, il est notamment tenu d'adapter le rythme des tournées de réassort au niveau des consommations constatées.

En cas de ruptures, le prestataire doit être en mesure d'intervenir dans le délai maximum indiqué dans son offre, ce délai ne pouvant être supérieur à 48 heures (conditions applicables durant les horaires de bureau du lundi au vendredi).

Les modalités d'approvisionnement par distributeurs sont celles sur lesquelles l'Occupant s'est engagé dans son offre et notamment dans le « cadre de mémoire technique ».

L'Occupant assurera le réapprovisionnement de sorte qu'aucun produit ne soit servi au-delà des DLC ou DLUO.

**ARTICLE 13 : DEVELOPPEMENT DURABLE – PLAN VERT UHA : OPTION OBLIGATOIRE**

Dans le cadre de son Plan Vert et de sa démarche de Développement Durable et de Responsabilité Sociétale (DDRS), l'Université apporte une toute attention particulière à l'origine des produits proposés et encore plus à la gestion des déchets, notamment le recyclage / réutilisation des gobelets et canettes aluminium.

Le prestataire tiendra compte de ces considérations dans son offre et au quotidien, lorsque le contrat sera notifié.

Aussi, **il devra obligatoirement proposer en option à son offre de base**, une solution en termes de gestion des déchets portant sur les contenants pour boissons chaudes. Pour se faire, il complètera les questions spécifiques posées dans l'annexe 4 « cadre de mémoire technique » (point VII), ainsi que les parties identifiées en annexe 3 « Tarifs et redevance »..

Cette solution portera soit sur le recyclage des gobelets, soit sur un système de gobelets écologiques, réutilisables, etc...

Le détecteur de mug étant obligatoire (cf. article 9.1), il ne pourra être proposé comme solution alternative.

L'option peut éventuellement porter sur une solution non encore développée (ou en cours de développement) dans la région Grand-Est (et/ou dans le Haut-Rhin). Le prestataire s'engagera alors dans son offre à adopter la solution dès qu'elle sera disponible. Les conditions de mises en place seront alors validées par un avenant au contrat.

Enfin s'il le souhaite, le Prestataire pourra faire plusieurs offres alternatives dans la mesure où elles respectent les exigences décrites dans le présent article.

Afin de répondre à cette option imposée par l'UHA, des tarifs / redevances différenciés de l'offre de base peuvent être proposés dans les parties identifiées dans le « Bordereau de Prix Unitaires ».

Par ailleurs, l'UHA a étudié de son côté certaines possibilités liées à cette option imposée. Le cas échéant, si les solutions proposées par les candidats ne sont pas satisfaisantes, l'UHA se réserve le



droit de discuter de la mise en en place de ses possibilités avec les candidats retenus pour la phase de négociation prévue dans le Règlement de Consultation.

<b>ARTICLE 14 : RESPECT DES NORMES D'HYGIENE ET DE SECURITE</b>
---

L'Occupant doit se conformer à la réglementation en vigueur pour ce qui concerne sa profession. Il doit garantir le respect des normes sanitaires et d'hygiène des distributeurs mis en place sur les sites de l'Université. Il doit se pourvoir des autorisations nécessaires et accomplir lui-même les formalités administratives et les contrôles d'hygiène et de sécurité afférents à son activité.

Le prestataire suivra scrupuleusement :

- Les protocoles de nettoyage et d'entretien des filtres tels que détaillés dans sa réponse technique ;
- Les règles d'hygiène concernant la mise à disposition de sandwichs au Biopôle,
- Les règles d'approvisionnement décrites dans sa réponse technique..

Le respect des DLUO et DLC est bien entendu obligatoire et le prestataire veillera à anticiper raisonnablement les dates limites.

Lorsque cela est nécessaire, le prestataire doit mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires au respect de la chaîne du froid et doit prévoir des mesures à appliquer en cas d'une éventuelle rupture de la chaîne du froid (coupure générale d'électricité par exemple).

<b>ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DE L'UHA</b>
--

L'UHA s'engage :

- A fournir les lieux d'implantation pour les distributeurs automatiques ;
- A fournir gracieusement l'eau et/ou l'électricité au prestataire selon les machines installées ;
- A informer sans délai le prestataire de toute anomalie survenue dans le fonctionnement général du matériel et/ou concernant son aspect extérieur, ainsi que des coupures d'électricité qui pourraient survenir ;
- Offrir aux consommateurs l'accès libre des appareils lors des périodes d'ouverture des locaux ;
- Ne modifier en aucune façon l'aspect extérieur des distributeurs ;
- A prévenir l'occupant en cas de déplacement de matériel en cas de travaux nécessaires à proximité des équipements ou toute autre raison commandée par l'intérêt du service. Le déplacement des machines devra être effectué par le prestataire. Ces modifications n'ouvrent droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

La responsabilité de l'UHA ne pourra être engagée par le prestataire dans l'hypothèse où l'activité de ce dernier, objet du présent contrat, serait suspendue en raison de :

- L'interruption dans les fournitures d'eau et d'électricité suite à des travaux, réparations ou pour toute autre cause ;
- La survenance de toute autre événement imprévisible et indépendant de la volonté de l'UHA (ex. : blocage de l'Université par des manifestants, etc.).

Dans la mesure du possible, l'UHA proposera un lieu d'implantation alternatif au prestataire, qu'il sera tenu d'accepter.

Aussi, en cours de contrat, en cas de déménagement de service d'un bâtiment à un autre, l'Occupant devra effectuer le déménagement de ses machines, selon un calendrier établi par l'Université.

Dans l'hypothèse où l'UHA n'est pas en mesure de proposer un lieu d'implantation alternatif au prestataire :

- Aucune indemnité ne sera allouée au prestataire si le distributeur automatique est immobilisé pour une durée inférieure à 15 jours continus.
- Pour une durée supérieure à 15 jours continus : une indemnité forfaitaire fixée à 1€ TTC par jour et par distributeur immobilisé sera allouée au prestataire. Il est entendu que les périodes de fermetures annuelles des bâtiments n'entrent pas dans ce cas de figure.
- Si la durée d'immobilisation est supérieure à 2 mois continus (hors périodes de vacances universitaires) : un abattement de cent (100) euros H.T. sur la redevance due à l'UHA sera accordé (pour les seuls distributeurs immobilisés).

#### ARTICLE 16 : PLAN DE PROGRES

Afin de répondre au mieux aux attentes :

- De l'Université en termes de développement durable et responsabilité sociétale ;
- Des consommateurs en termes de consommations et de qualité ;
- De l'Occupant en termes de rentabilité ;

L'Occupant proposera la mise en place d'un plan de progrès (cf. « cadre de mémoire technique » à joindre à l'offre).

#### ARTICLE 17 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'Occupant est entièrement et exclusivement responsable de tout accident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations, imputable directement ou indirectement à l'un de ses intervenants et/ou à leurs prestataires, et causés aux espaces concédés, aux biens et aux personnes.

L'Occupant s'engage à contracter les assurances nécessaires à son activité au sein des locaux de l'UHA, notamment en matière de responsabilité relative aux accidents corporels (y compris intoxication alimentaire) et matériels causés par ses installations (incendie, explosion, dégâts des eaux, etc.) ou causés par les produits distribués ou vendus. Il devra contracter à ce titre une assurance professionnelle couvrant les dommages aux tiers pour les préjudices corporels et immatériels (type responsabilité civile) et couvrant les dommages aux biens (type multirisques) pour les préjudices matériels.

En aucun cas la responsabilité de l'UHA ne peut être recherchée, pour quelque dommage que ce soit, à l'occasion de l'exécution de la présente AOT. L'Occupant s'engage à garantir l'UHA contre tous les

recours qui seraient intentés directement contre elle à l'occasion de l'exécution de la présente AOT et à supporter tous les frais et indemnités pouvant en résulter.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage en rien l'Occupant de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garantis par celle-ci.

Une copie de ces polices doit être communiquée à l'UHA au plus tard 15 jours après la signature du contrat.

<b>ARTICLE 18 : PENALITES</b>
-------------------------------

**Article 18.1. Pénalité pour manquement aux obligations**

Lorsque l'UHA constate un manquement de l'Occupant à ses obligations résultant du présent Cahier des Clauses et Conditions Générales, l'Occupant reçoit, par lettre recommandée avec accusé de réception, une mise en demeure l'informant de la nature de son manquement et lui demandant d'y mettre fin en régularisant sa situation.

Passé un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure ou, si l'Occupant n'a pas eu la diligence de retirer son pli, à compter de la date d'envoi de la mise en demeure, l'Occupant est passible de pénalités financières journalières d'un montant de cinquante (50) euros hors taxe par jour de manquement.

Il est précisé que les pénalités courent de plein droit à compter du délai de 7 jours et sans qu'il soit nécessaire de mettre l'Occupant de nouveau en demeure.

Les pénalités prennent fin le jour où l'UHA constate que l'Occupant a mis fin à son manquement. Ces dispositions ne s'appliquent pas dans l'hypothèse où des pénalités sont appliquées en cas de retard de paiement de la redevance tel que stipulé à l'article 22.2.

Les manquements constatés peuvent relever du retard dans le démarrage d'exploitation de l'activité, de l'interruption de l'activité imputable à l'Occupant, de la non-propreté des distributeurs, du dysfonctionnement répété des distributeurs, non-respect des règles de circulation, etc.

Par ailleurs, en cas de non-respect de ses obligations contractuels liées à une rupture de l'offre et / ou du non-respect des délais d'intervention contractuels, l'Occupant encourt une pénalité, sans mise en demeure préalable, de 10 € par jour de retard.

**Article 18.2. Pénalité pour retard dans le paiement des redevances**

Les redevances dues à l'UHA seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de validation par l'UHA du document comptable remis par l'occupant et attestant la redevance.

En cas de retard de paiement, l'Occupant versera à l'UHA des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoire est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

**Article 18.3. Retard dans la libération des lieux**

A compter de la date fixée pour l'évacuation définitive des locaux, si l'Occupant ne respecte pas son obligation de libérer les locaux ou de les remettre en état lorsque l'Université l'exige, est tenu de payer à l'UHA, sans mise en demeure préalable, par jour de retard une indemnité dont le montant correspond à 1% de la redevance d'occupation annuelle (base 4<sup>e</sup> année du contrat).

<b>ARTICLE 19 : CAS DE RESILIATION ET FIN DE CONTRAT</b>
--

**Article 19.1. Résiliation pour faute de l'Occupant**

Le contrat pourra être résilié par l'UHA pour faute de l'Occupant en cas de manquement à ses obligations et à ses engagements.

La résiliation intervient après une simple mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans le délai imparti (au minimum 15 jours).

Elle est prononcée par décision de l'Université sans qu'il soit nécessaire de remplir de formalité devant les tribunaux, elle a son plein effet à compter du jour de la notification de cette décision par lettre recommandée.

Cette décision fixe le délai imparti à l'Occupant pour évacuer les locaux de l'UHA.

Dans cette hypothèse, l'Occupant, non seulement ne peut prétendre à aucune indemnité.

**Article 19.2. Renonciation**

La résiliation est prononcée par décision de l'UHA dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance, sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux.

Cette résiliation peut intervenir :

- Dans le cas où l'Occupant cesse d'exercer ou d'être autorisé à exercer l'activité ayant motivé l'autorisation ;
- En cas de décès de l'Occupant, sauf si l'Université accepte, s'il y a lieu, les offres des héritiers, ceux-ci devant être agréés par le Propriétaire en cas d'autorisation constitutive de droits réels ;
- Si l'Occupant est une société, en cas de dissolution de la société ;
- En cas de condamnation pénale de l'Occupant;
- Dans le cas de destruction totale ou partielle par cas fortuit des biens.

Dans ces cas de résiliation, l'Occupant ne peut prétendre à aucune indemnité.

**Article 19.3. Résiliation à la demande de l'Occupant**

L'UHA peut autoriser l'Occupant, pour tout motif reconnu justifié par l'UHA et sous réserve que la demande lui en soit présentée par l'Occupant, au moins 3 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, à renoncer au bénéfice de la présente autorisation.

Dans ce cas, la résiliation n'a d'effet qu'à la date d'expiration du délai imparti pour l'évacuation des lieux occupés.

**Article 19.4. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le présent contrat peut également être résilié par l'UHA dans le cas où un motif d'intérêt général le justifie. Ce dernier est alors résilié dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette décision donne droit à l'indemnisation de l'Occupant à hauteur des éventuels investissements autorisés par l'UHA et non amortis à la date de la résiliation.

**Article 19.5. Enlèvement des distributeurs et restitution des espaces**

A l'expiration du contrat (résultant soit de sa fin normale, soit de sa fin anticipée pour cause de résiliation), l'Occupant doit, dans un délai maximum de 20 jours ouvrés à compter de la prise d'effet de l'échéance du contrat :

- Procéder au démontage et à l'évacuation des équipements et matériels lui appartenant ;
- Restituer les lieux en bon état d'entretien et de propreté.

Les locaux devront être remis par l'Occupant à l'UHA, dans un état comparable à celui dans lequel il les a trouvés. Un état des lieux et un inventaire seront établis contradictoirement entre les parties et pourront donner lieu le cas échéant à une demande de remise en état des lieux.

Les dommages ou dégradations constatés dans les espaces concédés seront à la charge de l'Occupant, à l'exception de ceux qui auraient une cause étrangère à l'exploitation, à charge pour l'Occupant d'en apporter la preuve.

Le cas échéant, l'UHA pourra appliquer les pénalités prévues à l'article 18.3 et faire exécuter tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux, aux frais, risques et périls de l'Occupant, lequel ne peut prétendre à aucune indemnité.